

LE MONDE – 21 OTTOBRE 2025

«Fractures françaises»: la deuxième mort du macronisme

di Luc Rouban

De 2017 à 2025, l'électorat d'Emmanuel Macron a mué et exige désormais une autorité qui lui fait défaut, comme en témoigne la suspension de la réforme des retraites, analyse Luc Rouban, directeur de recherche au CNRS et au Cevipof, à partir de l'enquête « Fractures françaises ».

La [suspension de la réforme des retraites par le gouvernement Lecornu](#) signifie bel et bien la fin du macronisme dans sa volonté d'adapter la France à la mondialisation en contournant les oppositions sociales. On peut jouer sur les mots, penser que cette réforme aura bien lieu plus tard et d'une autre manière. Mais qu'un texte ayant tant impliqué le gouvernement d'Elisabeth Borne et suscité une telle colère soit écarté du revers de la main signifie une abdication politique en bonne et due forme.

C'est bien le projet macroniste qui se voit vidé de sa substance libérale alors que [le Parti socialiste \(PS\) redevient désormais le porte-parole du social-libéralisme pro-européen](#). Si l'on étudie de près les résultats de l'enquête « Fractures françaises », en comparant la vague de 2025 à celle de 2017, on voit que le macronisme se meurt idéologiquement en France.

Son décès, annoncé le 6 octobre 2024, vient parachever un processus de recomposition électorale qui s'est amorcé depuis plusieurs années. La proportion de vrais macronistes, c'est-à-dire d'électeurs à la fois fortement libéraux sur le plan économique comme sur le plan culturel, n'a pas gagné de terrain, passant de 16 % des enquêtés en 2017 à 14 % en 2025. En revanche, dans le même temps, les libéraux économiques autoritaires passent de 31 % à 37 %, les électeurs de gauche libéraux culturels mais peu libéraux

sur le plan économique restent à 26 % et ceux qui refusent les deux libéralismes passent de 27 % à 23 %.

C'est bien la montée en force du libéralisme autoritaire qui redistribue les cartes électorales entre la présidentielle de 2017 et celle de 2022, au détriment des Républicains (LR) et au profit du Rassemblement national (RN), de Reconquête ! et en partie du macronisme, qui a perdu sa raison d'être dans l'affaire.

Entre les deux dates, la part des libéraux autoritaires dans l'électorat d'Emmanuel Macron passe de 24 % à 37 % alors que celle des purs macronistes de la première heure reste stable entre 26 % et 27 %. Autrement dit, le macronisme institué n'est plus le même produit politique que celui des origines. Il attire des électeurs en attente d'autorité et de pouvoir vertical, déçus de LR et de ses batailles internes mais refusant de passer au vote RN. On peut légitimement penser que la reculade sur les retraites va conduire ces électeurs à changer de point de vue en cas d'élections législatives anticipées ou lors de la prochaine présidentielle. Le nouvel enjeu est de savoir qui va représenter au mieux le libéralisme autoritaire après la défaite du macronisme.

Libéralisme culturel bien moins affirmé

Mais il y a plus. Sur le terrain des valeurs, les macronistes sont-ils encore macronistes ? On peut comparer les représentations de ceux qui se sentaient proches d'En marche ! en 2017 à ceux qui se sentent proches de Renaissance en 2025.

Certes, seuls 6 % des enquêtés proches de Renaissance souhaitent la démission d'Emmanuel Macron contre 58 % de tout l'échantillon. Mais leur regard s'est durci. Leur confiance en la présidence de la République s'est effritée, 90 % lui faisaient confiance en 2017 contre 80 % en 2025. En 2017, 30 % des macronistes pensent que la France est en déclin contre 67 % en 2025. Leur libéralisme économique est toujours bien présent car 73 % estiment que la société française va vers trop d'assistanat, contre 69 % en 2017.

En revanche, leur libéralisme culturel est bien moins affirmé. En 2017, ils estimaient pour 46 % d'entre eux qu'il y a trop d'étrangers en France, ils sont 56 % en 2025. La proportion de ceux qui pensent que « *l'on ne se sent plus chez soi comme avant* » est passée dans le même temps de 44 % à 51 %. Bien plus, *horresco referens*, en 2017, 6 % considèrent que le FN est un parti capable de gouverner la France. En 2025, 17 %

le pensent pour le RN. Aujourd'hui, 10 % d'entre eux disent que « *la société que prône ce parti est globalement celle dans laquelle je souhaite vivre* ». In fine, alors même que le macronisme s'est construit sur la base d'un projet politique d'adaptation à la mondialisation, 38 % d'entre eux estiment désormais que cette mondialisation est une menace, et non pas une opportunité, contre 25 % en 2017.

La rupture entre la gauche socialiste et le macronisme est désormais achevée. La distribution des enjeux qui préoccupent le plus à titre personnel les enquêtés montre en 2025 que la question sociale, qu'il s'agisse du pouvoir d'achat ou du système de santé, fracture toujours ceux qui sont proches de Renaissance et ceux qui sont proches du PS. Incapable de saisir à leur source les maux dont la société française souffrait – inégalités, manque de reconnaissance du travail, réussite sociale plus difficile qu'ailleurs –, le macronisme s'est progressivement réduit à ne parler qu'une langue que d'autres parlent mieux que lui.

L'électorat macroniste qui s'est fidérisé dans le temps attendait d'Emmanuel Macron du libéralisme économique et de l'autorité, ce qui aurait permis de prendre position contre un RN faisant du social son terrain d'expansion, même si Jordan Bardella entend se rapprocher du patronat et du monde de l'entreprise.

Abandonner la réforme des retraites a conduit à ruiner le projet macroniste non pas seulement sur le court terme, au profit d'une stabilité gouvernementale fragile, mais également sur le long terme puisqu'il a autant perdu sur le registre du social que sur celui du libéralisme ou bien encore sur celui de l'autorité. Il risque donc de rejoindre le camp des vaincus de droite avec LR, que le soutien au gouvernement Lecornu a isolé de ses électeurs. Pour finir, le dépassement du clivage droite-gauche dont le macronisme s'était fait le porte-parole, ne s'est pas produit, bien au contraire.